



FRANCE

Stéphane LE FOLL

Ministre de l'Agriculture, de l'alimentation et de la forêt

*Messieurs les Ministres, chers collègues,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Monsieur le Commissaire européen,
Messieurs le Président et le Secrétaire général du CIHEAM,
Mesdames et Messieurs,*

Je regrette profondément de ne pouvoir me joindre à vous pour cette 11^e réunion ministérielle. Vous connaissez mon engagement pour les enjeux méditerranéens et l'intérêt que je porte à nos rendez-vous ministériels qui orientent la stratégie du CIHEAM dans un contexte régional en constante évolution. Je souhaite en premier lieu adresser mes remerciements à Monsieur Edmond PANARITI et à l'équipe du CIHEAM pour l'organisation de cette réunion. Malgré mon absence, j'ai souhaité que la France participe activement aux travaux de cette journée stratégique.

Je tiens également à féliciter Cosimo LACIRIGNOLA pour son élection au poste de Secrétaire Général, après avoir assuré plus de deux années d'interim. Vous avez su, avec le Président et le Conseil d'administration, redonner des objectifs ambitieux au CIHEAM, des objectifs à la hauteur des enjeux si nombreux qu'affronte aujourd'hui la région méditerranéenne.

Les relations avec les pays du bassin Méditerranéen revêtent pour moi un caractère prioritaire. Cette priorité découle bien évidemment de la géographie et de l'histoire, de notre interdépendance dans beaucoup de domaines, y compris le domaine agricole, et des multiples défis auxquels la région doit aujourd'hui faire face.

La réunion d'aujourd'hui est importante car elle permet de se mettre d'accord sur les orientations stratégiques du CIHEAM à l'horizon 2025, c'est le PACMED présenté par le Secrétaire général, j'y viendrai.

Mais surtout, cette réunion est innovante car elle aborde le sujet des migrations qui nous concerne tous : la situation souvent dramatique des millions de migrants et les déséquilibres créés dans les pays de départ, de transit ou d'arrivée nous obligent.

Concernant les migrations et les politiques agricoles

En tant que Ministres de l'agriculture **nous savons que la sécurité alimentaire et le développement des zones rurales participent à l'équilibre politique général de la région.** Renforcer la coopération méditerranéenne dans le secteur agricole peut contribuer à la stabilité dans la région. L'Union Européenne, cette grande zone de paix et de prospérité, s'est en grande partie construite sur une politique agricole commune.

Nous sommes aujourd'hui au sein du bassin méditerranéen dans une situation similaire où, au sortir d'une période de changements politiques dans un certain nombre de pays, notre interdépendance en matière agricole et alimentaire nous oblige à une solidarité de fait qui constitue un embryon de politique partagée.

Cette politique partagée devra intégrer les questions de la sécurité alimentaire, du développement rural durable et de la cohésion sociale pour **contribuer la stabilité et prévenir les migrations de détresse dans la région méditerranée.**

L'Union Européenne doit jouer un rôle clef dans cette politique partagée. Je souhaite agir pour une action européenne forte envers les territoires ruraux de la région, dotée d'une composante sociale et humaine du développement. Il existe des outils de la politique de voisinage européen, tel que l'ENPARD (Programme Européen de Voisinage pour l'Agriculture et le Développement Rural) qui pourrait peut-être être renforcé encore. Je souhaite porter cette position auprès de la commission européenne et j'encourage le CIHEAM et l'ensemble des partenaires à me faire des propositions au plus vite.

N'oublions pas non plus les enjeux du changement climatique et de la préservation des ressources naturelles :

Face aux exigences démographiques, nous allons devoir collectivement **produire plus tout en préservant les ressources.** Je veux partager avec vous la tentative de réponse française à cette problématique avec **le projet agro-écologie.** Ce projet consiste à une utilisation collective des ressources et des mécanismes de la nature dans l'objectif d'une production durable, intégrant les dimensions écologique, économique et sociale.

Les négociations de la COP21 en décembre 2015 à Paris ont été l'occasion de lancer l'initiative « **4 pour 1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat** » avec une centaine de partenaires signataires, dont le CIHEAM. Cette initiative a été l'occasion de démontrer que l'agriculture peut constituer une partie de la solution à la problématique du changement climatique. Il s'agit maintenant de conforter cette initiative en la dotant d'une gouvernance propre. C'est ce que nous sommes en train de faire, avec notamment l'appui du Maroc. C'est d'ailleurs à Marrakech que se tiendra la première réunion du Consortium des membres et du Forum des partenaires de l'initiative,

en marge de la COP 22. Cosimo Lacirignola m'a d'ores et déjà fait part de la disponibilité du CIHEAM et je l'en remercie.

Concernant le PACMED 2025

Je tenais à féliciter le Secrétaire général et l'équipe du CIHEAM pour l'élaboration de ce PACMED 2025 qui répond, comme nous l'avions demandé lors de la réunion d'Alger en 2014, à une approche intégrée des problématiques liées à l'agriculture dans la région méditerranéenne. **La France adhère pleinement à cette démarche et s'engage au côté du CIHEAM dans ce PACMED 2025.**

Le Ministère de l'Agriculture français poursuit son engagement auprès de de l'institut agronomique méditerranéen de Montpellier (IAMM) et contribue ainsi à la production de connaissances et de compétences indispensables à la formation des cadres de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural durable des pays du pourtour méditerranéen. Cet institut a été accrédité à délivrer des diplômes nationaux en application de la loi d'avenir agricole française.

Je me félicite notamment **du succès de Med AMIN** créé lors de la dernière ministérielle en 2014 à Alger. Cet outil de suivi dont l'administration est basée à l'IAMM remplit son rôle d'anticipation des marchés agricoles en Méditerranée, à ce jour, pour le marché des céréales. Ce réseau régional travaille en relation avec le secrétariat de l'initiative multilatérale AMIS (Agricultural Markets Information System) basé à Rome, la FAO et la Commission européenne. Je souhaite donc le plein succès à la prochaine réunion du réseau à Tunis en décembre prochain.

Je tiens aussi à vous faire part de la **signature d'un accord de coopération le 22 juin dernier entre le CIHEAM et l'Institut Agricole Vétérinaire et Forestier de France.** Ce partenariat s'inscrit dans la continuité de la convention-cadre réalisée entre le CIHEAM, l'INRA et le CIRAD en 2003 et témoigne de la relation excellente entre le CIHEAM et la France.

Je souhaitais enfin souligner **l'investissement relativement nouveau du CIHEAM en santé animale** (axe 14 de l'agenda). Il me semble important que se mette en place une collaboration entre le CIHEAM et les structures qui opèrent pour la santé animale en méditerranée.

Enfin, Mesdames et Messieurs, regrettant encore de ne pouvoir être des vôtres, je vous souhaite une réunion fructueuse et vous invite d'ores et déjà à venir à Paris à l'occasion du Salon International de l'Agriculture au mois de février 2017.